

DELIBERATION 2023 38 -

ADHESION AU SERVICE ERGONOMIE ET INGENIERIE DE LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS (EIPRP) DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE POUR L'INSPECTION ET LE CONSEIL EN PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Séance du Comité syndical du 28 novembre 2023

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la fonction publique territoriale ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive, demande à l'ensemble des collectivités territoriales, quelle que soit leur taille, de mettre en œuvre une démarche de prévention des risques professionnels. Son article 2-1 indique ainsi : « les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité. ».

L'article 3 de ce même décret indique que les règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité sont, sous réserve des dispositions du présent décret, celles définies au titre de la quatrième partie du Code du Travail relative à la santé et à la sécurité au travail et par les décrets pris pour son application : « l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs » (art. L4121- 1).

Par l'intermédiaire de son service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels (EIPRP), le Centre de Gestion met à la disposition des collectivités un personnel compétent dans le domaine de la prévention des risques pour les assister dans leurs démarches visant la sécurité de leur personnel au travail.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'adhérer au service EIPRP du CIG pour l'inspection et le conseil en prévention des risques professionnels en adoptant la convention d'adhésion annexée.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

DELIBERATION 2023 38 -

ADHESION AU SERVICE ERGONOMIE ET INGENIERIE DE LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS (EIPRP) DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE POUR L'INSPECTION ET LE CONSEIL EN PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Séance du Comité syndical du 28 novembre 2023

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
Vu la convention-type proposée par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne, portant adhésion au Service ergonomie et ingénierie de la prévention des risques professionnels (EIPRP) du CIG pour l'inspection et le conseil en prévention des risques professionnels, annexée à la présente délibération ;
Vu la saisine du CST placé auprès du CIG de la Petite Couronne ;
Considérant l'intérêt de confier les missions de prévention et d'inspection à un service dédié afin de répondre aux obligations de l'autorité territoriale en matière d'inspection et de contrôle en prenant en charge la fonction d'inspection telle que définie par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié ;
Considérant l'intérêt de permettre au Syndicat de bénéficier des différentes expertises du service ergonomie et ingénierie de la prévention des risques professionnels (EIPRP) par des prestations de conseils adaptées ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE la mise en place des missions de prévention et d'inspection à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 2 : APPROUVE la convention portant adhésion au Service ergonomie et ingénierie de la prévention des risques professionnels (EIPRP) du CIG de la Petite Couronne pour l'inspection et le conseil en prévention des risques professionnels (jointe en annexe).

Article 3 : AUTORISE le Président ou son représentant à signer le projet de convention et tous les actes y afférents.

Article 4 : PRECISE que pour l'année 2023, le montant de la cotisation annuelle d'adhésion au service est fixé à deux mille soixante euros et que ce montant pourra être réévalué pour l'année 2024.

Article 5 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012.

Le Président,



Sylvain Raifaud